

# LES LUTTES FÉMINISTES DANS LE MERCOSUR ET EN FRANCE: ÉCHANGE D'EXPÉRIENCES D'ORGANISATIONS DE PART ET D'AUTRE DE L'ATLANTIQUE.

**Systématisation élaborée par:**

Camila Mondaca  
Red Chilena contra la Violencia hacia las Mujeres (Chili)

**Édition:**

Betiana Spadillero - Indeso Mujer (Argentine)

**Traduction:**

Charlotte Bonillo (France)

## FICHE TECHNIQUE

Cette table ronde résulte d'une collaboration entre la Plateforme Mercosur Social et Solidaire (PMSS) et le CCFD Terre-Solidaire.



**FORUM INTERNATIONAL  
DU BIEN VIVRE**

29 juin 2022

### **Acción Educativa Santa Fe (Argentine):**

- Miriam Tucci, en charge de l'organisation globale.

### **Asociación EcuMénica de Cuyo (Argentine):**

- Cecilia Carozzo, en charge de la présentation de la thématique et de l'animation de la table ronde.

### **Canoa Hábitat Popular (Argentine):**

- Marianela Mendez, en charge de l'organisation globale.

### **CCFD-Terre Solidaire (France):**

- Olivier Beal, en charge de l'assistance technique.
- Claire Pilet, en charge de l'animation de la table ronde.
- Joël Descoings, en charge de l'organisation globale.

### **Decidamos. Campaña por la expresión ciudadana (Paraguay):**

- Nilda Duarte, en charge de la diffusion.

### **Indeso Mujer (Argentina):**

- Betiana Spadillero, en charge de la diffusion et de l'assistance technique.
- Cecilia Ancin, en charge de l'organisation globale.

### **Interprète:**

- Charlotte Bonillo

### **Red Chilena contra la Violencia hacia las Mujeres (Chili):**

- Camila Mondaca, en charge de l'organisation globale et de la prise de note.

# Événements marquants des luttes féministes dans la région Mercosur



## Cecilia Carozzo

### **Plateforme Mercosur Social et Solidaire- PMSS** **Asociación Ecuménica de Cuyo - FEC (Argentine)**

La Plateforme Mercosur Social et Solidaire (PMSS) est un collectif qui regroupe 16 organisations d'Argentine, du Brésil, du Chili, d'Uruguay et du Paraguay. Le PMSS a pour ambition l'intégration régionale de ses communautés par l'intégration de l'aspect social dans les pratiques des organisations et mouvements sociaux.

Cette table ronde est organisée conjointement par le PMSS et le CCFD, dans le but de célébrer et mettre en commun nos contributions dans le processus de lutte pour les droits humains, des femmes et des diversités sexuelles et de genre, qui représente un axe de travail phare du PMSS.

Ci-après je mentionnerai quelques-uns des événements marquants de la région Mercosur ainsi que les lois qui en découlent, en prenant en compte que ce n'est qu'un aperçu du grand développement réglementaire qui existe.



La lutte féministe de cette région progresse en tant que puissance transformatrice et voit ainsi ses exigences intégrées dans l'agenda public et politique. Les réussites marquent des événements importants dans la lutte des droits et, en même temps, font partie du démantèlement des conséquences du patriarcat.

Toutefois des déséquilibres persistent et marquent une inégalité générique entre les femmes, les hommes et les diversités sexuelles et de genre, en termes d'accès à l'emploi, aux ressources, aux loisirs, à la vie, au pouvoir, de répartition des tâches liées aux soins, d'utilisation du temps, entre autres.

Les mouvements de femmes et diversités sexuelles et de genre (la communauté LGBTQI+) portent des revendications qui comprennent l'accès aux droits de manière équitable pour les diversités sexuelles et de genre, les migrantes, les femmes issues de milieux populaires, les indigènes, les paysannes. Ces mouvements revendiquent un travail digne et déclaré, une santé de qualité, en accord avec leur identité, libre de toute violence ou trafic, la production d'aliments sains et la préservation de la terre et des liens qu'elle crée.

### Événements marquants ou victoire historique:

#### ARGENTINE

À partir de 2015 le mouvement des femmes s'est organisé de manière particulière, porté par une voix forte et claire : « Pas une de moins, nous voulons toutes rester vivantes », exigeant la fin des féminicides, c'est à dire la mort de femmes provoquée par des hommes en raison de leur genre. Le processus qui s'ensuit a permis l'approbation de la Loi Brisa qui accorde des dédommagements économiques aux enfants des victimes de violences liées au genre. En lien avec ce sujet, des sanctions ont également été appliquées dans le cadre de la Loi Micaela, qui ont permis la création d'un programme national permanent de formation institutionnelle sur le genre et les violences faites aux femmes à destination de tous les effectifs de la fonction publique.

Autre fait historique pour le mouvement: l'approbation en 2021 de l'interruption volontaire de la grossesse (IVG), permettant que la pratique clandestine de l'avortement cesse de faire des victimes.



**HITOS EN LAS LUCHAS FEMINISTAS DE LA REGIÓN MERCOSUR**

La **lucha feminista** en la región avanza como una potencia transformadora, permitiendo que sus demandas se encuentren en la **agenda pública y política**; los logros marcan hitos en los avances por la conquista de derechos y al mismo tiempo son parte del desmantelamiento de las consecuencias del **patriarcado**.

Pero aún persisten **desequilibrios** que denotan una **desigualdad** genérica entre mujeres, varones y disidencias, en el acceso al trabajo, a los recursos, al ocio, a la vida, al poder, a la distribución de las tareas de cuidado, al uso del tiempo; entre otras dimensiones.



## CHILI

Les manifestations féministes de mai 2018 ont marqué la rébellion contre le patriarcat et ont donné lieu à une marche de masse pour une éducation non genrée. D'autre part, en 2019 la loi contre le harcèlement de rue a été promulguée, offrant un abri aux personnes victimes de ce type de violence, qui s'est beaucoup banalisé.

## PARAGUAY et BRÉSIL

Des lois reconnaissant les féminicides comme délit ont été approuvées, donnant lieu à des condamnations et à la protection intégrale contre toute forme de violences faites aux femmes.

La grève internationale du 8 mars 2017 a permis qu'au Paraguay 10 000 femmes envahissent les rues armées du slogan « Nous voulons toutes restées vivantes ! ». Cet épisode a marqué un événement important en matière d'assemblée organisationnelle et de massification de ses mots d'ordre.

Au Brésil, en 2019, la loi qui oblige l'agresseur à dédommager les frais médicaux des victimes de violences intrafamiliales a été approuvée.

## URUGUAY

L'organisation collective a permis l'approbation en 2017 de la loi globale contre les violences faites aux femmes. Si bien qu'en 2018, les personnes transsexuelles bénéficient d'une loi globale de réparation face à des situations de violences institutionnelles, du système de quota minimum au travail, d'aides pour leurs traitements médicaux et de politiques d'accès à l'éducation.

### HITOS O CONQUISTAS IMPORTANTES

En Brasil:

En 2019 se aprueba la ley que obliga al agresor a reintegrar los costos que hayan tenido las víctimas de violencia intrafamiliar al acudir al sistema de salud.



### HITOS O CONQUISTAS IMPORTANTES

En Uruguay:

La organización colectiva permite la aprobación en 2017 de la ley integral contra las violencias hacia las mujeres. En tanto que en el 2018: las personas transexuales cuentan con una ley integral de reparación ante situaciones de violencia institucional, el cupo laboral trans, el apoyo a tratamientos de salud y a políticas de acceso a la educación.



Toutes ces événements sont ainsi clés et nécessaires dans la lutte contre le patriarcat et pour la force du collectif des femmes et des diversités sexuelles et de genre.

## Egalité femmes/hommes: quelles avancées en France?



 **Claire Morandea**

### **Solidarité Etudiante pour le Développement - Soledev (France)**

Répondre à cette question peut sembler au premier abord une mission impossible. Pourquoi ? Parce que cela pourrait donner à penser que ces avancées sont claires et nettes. Or la réalité est plus complexe car si l'on peut parler d'avancées, et nous allons bien en parler, il faut aussitôt dire qu'elles sont bien souvent en demi-teintes. Elles sont parfois en contradiction avec une réalité têtue qui ne bouge pas aussi vite que certaines avancées formelles ou légales. Parfois même il y a des régressions, certaines sont visibles à l'œil nu, mais pas toujours. Il faut parfois tout un travail pour les débusquer. Les évolutions, les avancées, tout particulièrement en ce qui concerne l'égalité entre les femmes et les hommes, ne sont bien souvent pas linéaires : les stagnations et surtout les retours en arrière ne sont ni une fiction ni une légende. Il suffit de constater, et nous en sommes consternées, le revirement des Etats Unis ces derniers jours sur les questions du droit à l'avortement. Les avancées sont constamment menacées, rien n'est jamais acquis.

Mais il y a des avancées, c'est certain, et je vais essayer d'en parler en nuancant mon propos autant que je le pourrai pour montrer la complexité de la mise en œuvre de ces avancées, et leur fragilité. Je tenterai de montrer également quelques paradoxes.

Si l'on regarde fait un bref petit retour en arrière dans l'histoire, en prenant par exemple, comme point de référence historique, la fin de la seconde guerre mondiale cela nous permet de mieux comprendre dans quel contexte nous sommes encore aujourd'hui. Prenons par exemple le droit de vote pour les femmes. La France est parmi les derniers pays en Europe à l'obtenir, en 1944. Il faudra attendre 1946 pour que la loi entérine la suppression des écarts entre les grilles de salaires des femmes et des hommes. Avant cette date les écarts de salaires étaient légaux, à poste égal, car le salaire des femmes était considéré comme un salaire d'appoint. Mais comme cela nécessitait une redéfinition des classifications, il faudra encore attendre 1950 pour que cela soit appliqué dans les faits.

Puis la loi a permis aux femmes d'avorter légalement et d'avoir accès légalement aussi à la contraception. Ce sont des avancées majeures qu'il faut veiller non seulement à ne pas perdre mais également à permettre à toutes les femmes d'en bénéficier sans discrimination.

Je ne vais pas multiplier les exemples, mais je voulais montrer que cette histoire de l'égalité est relativement récente et que la culture de l'égalité n'est pas encore ancrée, dans nos manières de penser, dans nos pratiques ni même dans notre mode de vie.

### Les avancées plus récentes:

Dans le monde du travail il faut noter que les lois de la ministre des Droits des femmes, Yvette Roudy, lors de la présidence de François Mitterrand, datent de 1983 mais elles peinent jusqu'à ce jour à être appliquées dans les entreprises. Ces dernières années une autre ministre des droits des femmes, Najat Vallaud-Belkacem, a repris ces lois dans le but de les faire appliquer et son programme avait pour objectif « l'égalité réelle ». Son cheval de bataille était l'effectivité des lois.

Ce sont des avancées importantes, l'égalité professionnelle a progressé, mais elle est encore loin d'être atteinte. Depuis quelques années un nouveau dispositif appelé « Index de l'égalité » a repris la question avec d'autres outils mais là encore, les résultats sont loin d'être ceux escomptés malgré des pénalités qui depuis quelques années sont appliquées à des entreprises, de façon plus systématique.

Sur les questions de sexismes il y a eu de réelles avancées législatives notamment en droit du travail, comme par exemple dans les entreprises où chaque comité social et économique (les anciens et anciennes délégué.es du personnel pour simplifier) doit choisir une personne référente sur la question de la lutte contre le sexisme au travail.



C'est une avancée importante. Mais là encore, combien de personnes ont-elles été formées pour comprendre ce qu'est le sexisme au travail?

Dans ce domaine beaucoup de notions sont floues pour ces référent.es, et de nombreuses confusions existent tant sur les concepts que sur leur rôle. La formation pourrait être un formidable atout pour faire amplifier cette lutte contre le sexisme au travail. Les avancées sont donc bien là, mais la réalité peine à se mettre en place et le sexisme dit « ordinaire » sévit toujours dans le monde du travail.

### Un exemple:

Pour résumer l'on pourrait dire : oui il y a des avancées, mais elles sont trop formelles, pas assez réelles et trop lentes. Je prends un petit exemple récent dans notre pays : les élections des députés.

Je vous rassure tout de suite, je ne vais parler que du nombre de femmes et d'hommes !!! Figurez-vous que l'assemblée législative précédente comptait davantage de femmes que dans celle qui vient d'être élue. Il y avait alors 224 femmes et il n'y en a plus « que » 215, donc c'est en diminution, MAIS il y a dix ans il n'y en avait que 155. On est donc passé de 155, à 224 puis on régresse à 215 sans savoir dans quelle sens ira ensuite la courbe.

Mais par ailleurs, il faut souligner que parmi les femmes élues actuellement, elles sont plus nombreuses à avoir des postes importants comme par exemple présidente de commission. Et pour rajouter encore une pointe de complexité et de paradoxe dans cette question, nous savons bien que toutes les femmes élues ne défendent pas l'égalité entre les femmes et les hommes et que certaines même, aimeraient bien revenir sur certains droits qui sont des acquis pour les femmes, comme l'avortement par exemple. J'espère vous avoir montré par cet exemple de notre nouvelle assemblée législative, que les avancées sont en demi-teinte, complexes et parfois même paradoxales.

### Une avancée majeure:

Ce qui est pour moi l'avancée majeure de ces dernières années, c'est une prise de conscience de l'ensemble de la société française. Les mouvements en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les violences faites aux femmes, ont réussi à faire prendre conscience des inégalités, du sexisme, des violences faites aux femmes, des féminicides à l'ensemble de la société française.



Les associations de défense des droits des femmes se sont renouvelées, se sont rajeunies, et utilisent des méthodes efficaces comme nous avons pu le voir avec « me too » et bien d'autres actions. Les journées du 8 mars, (journée internationale des droits des femmes), donnent lieu depuis quelques années à des manifestations aux slogans forts et clairs.

Ces manifestations sont mixtes avec de nombreux hommes qui ont pris conscience eux-aussi, du rôle qu'ils peuvent jouer dans cette histoire. Cette prise de conscience de la société est un atout formidable, nouveau, organisé, fort et c'est pour moi une avancée majeure.



Cette avancée est celle, en tous cas, qui donne beaucoup d'espoir car d'autres avancées peuvent en découler, même si nous savons bien que cela ne se fera pas tout seul. Pour le côté « demi-teinte », même quand on parle de ce formidable élan, il faut signaler la violence des forces réactionnaires bien réelles, et très dangereuses du point de vue de l'égalité et des droits, qui s'expriment avec davantage de violence encore. Ces forces que je nomme réactionnaires sont soutenues par des mouvements mondiaux forts et organisés, dont il ne faut pas minimiser le rôle.

Ce superbe élan et cet intérêt de la société civile pour ces questions sont visibles à travers la parution de nombreux films, d'articles, d'ouvrages, de recherches et de débats. Cette question est davantage visible, moins marginale et les expertes sur ces questions peuvent intervenir. On voit surgir dans les débats des questions qui ne sont pas nouvelles, mais dont on ne parlait pas jusqu'à maintenant, comme par exemple les violences obstétricales. Ces questions sont mieux connues aujourd'hui, elles sont débattues et c'est le début du chemin pour une réelle prise en compte.

Cependant, je ne peux pas m'empêcher de dire que malgré ce formidable élan issu d'une prise de conscience réelle, les violences faites aux femmes sont encore très nombreuses et que le nombre de féminicides ne diminue pas dans notre pays. Là encore il faut parler de paradoxe, de lenteur, de lois non appliquées totalement...

Parmi les avancées je souhaite également mentionner le fait que plusieurs universités ont aujourd'hui des Master 1 et 2 sur ces questions. C'est quelque chose de très intéressant, car il est très important d'être mieux formé.es sur toutes ces questions. La connaissance est un atout dans ce domaine aussi.

La société civile, nous l'avons vu ces dernières années, a une réelle influence et une synergie se crée qui peut engendrer des avancées législatives également. C'est un système dans lequel nous devons, chacun et chacune jouer notre rôle dans un contexte où ce sujet est porté à la connaissance de toutes et tous.

Ce propos est trop rapide et ne prétend aucunement être exhaustif. Je me suis attachée uniquement à mettre l'éclairage sur quelques avancées tout en montrant à la fois leur réalité et leur fragilité. Mais je souhaite terminer cette trop rapide présentation par deux autres avancées très importantes elles aussi mais dans le contexte international : la prise en compte de l'intersectionnalité. Les questions d'égalité prennent en compte aujourd'hui à fois et dans un même concept les inégalités de classe de « race » et de sexe. Cette intersectionnalité nous ouvre sur le monde.

Dans le cadre international de cette rencontre, c'est en prenant en compte ce contexte mondiale que je souhaite conclure, car nous avançons d'autant mieux que nous pouvons nous enrichir, nous soutenir, être solidaires au niveau international. Nous devons échanger, partager nos expériences, analyser les freins que nous rencontrons, pour que, ensemble, nous fassions reculer dans la réalité, les inégalités entre les femmes et les hommes et faire cesser les violences faites aux femmes. Chaque avancée, dans quelque pays du monde que ce soit, doit être un signe pour chacune et chacun de nous dans tous les autres pays du monde.

## Écoféminisme et rencontres communautaires autour du bien vivre



### **Gabriela Redero**

#### **Acción Educativa Santa Fe (Argentine)**

Acción Educativa Santa Fe œuvre depuis 37 ans pour le développement de projets collectifs et communautaires et l'accompagnement socioculturel et socioéducatif, dans la province de Santa Fe mais aussi aux alentours, où l'association déploie ses activités.

L'association a mis en place une série de projets ayant pour axe de travail l'intégration à la région Mercosur et vise aussi, depuis cette vision géographique, à favoriser l'intégration sociopolitique aux pays avec lesquels nous échangeons, depuis ces territoires.

Un de nos principaux axes de travail est la vision de genre et le renforcement des droits des femmes et des diversités sexuelles et de genre, en faveur des multiples identités que nous sommes en train de reconnaître à partir des transformations que nous vivons comme société.

Nous œuvrons non seulement pour le renforcement des droits dans une perspective de genre et de Droits Humains, mais également pour la mise en place d'outils éducatifs, pédagogiques, ludiques et artistiques en lien avec le renforcement de l'ancrage et du développement des projets territoriaux avec lesquels nous sommes engagés au quotidien.

Aujourd'hui nous allons vous parler de deux des projets que nous développons sur le territoire d'Arroyo Leyes.

Pour vous donner quelques éléments de contexte, Arroyo Leyes est une commune semi-rurale située à une vingtaine de kilomètres de la capitale de la province de Santa Fe. Sa population est très liée à la nature et notamment à la rivière qui permet de créer de lien entre les communautés et leur environnement. Sur ce petit territoire cohabitent des habitants historiques, de culture côtière et aux caractéristiques semi-rurales, la majorité d'entre eux étant des petits producteurs agricoles.

C'est une communauté laissée pour compte en matière d'accès aux droits sociaux et aux services publics de première nécessité. Ses racines culturelles sont très liées à la rivière, les femmes y sont historiquement exclues au moment de prendre des décisions et ont ainsi dû lutter depuis leur foyer tout en endossant un rôle hétéro-patriarcal, quel que soit leur âge, et qui se traduit par de multiples violences.

En tant que maillon de ce tissu social, Acción Educativa a décidé de déployer ses actions depuis le centre de formation communautaire Raíces (« Racines »). Cet espace a vu le jour en 2008 dans le but de promouvoir, d'accompagner et d'articuler des initiatives à destination de groupes et d'organisations qui alimentent la dynamique sociale de la communauté via des stratégies d'éducation populaire, la souveraineté alimentaire et la perspective de genre.

### Femmes horticultrices Las Mariposas ( Les Papillons):

C'est un groupe autogéré de 20 à 30 femmes du quartier Villa Juana d'Arroyo Leyes, où Acción Educativa a initié des liens avec cette communauté afin de renforcer le processus organisationnel, et ce avec comme outil de sociabilisation, d'organisation communautaire et d'émancipation subjective de ses participantes la culture du potager.



C'est une communauté marquée par des faits historiques en lien avec les pratiques néolibérales, qui ont remplacé la culture variée de produits naturels par des monocultures, de fraises principalement, qui depuis 15 ans affectent non seulement le patrimoine naturel mais également l'organisation socioculturelle du territoire par l'utilisation d'agrochimiques très nocifs.

Dans ce contexte, ce groupe de femmes met en place des actions de relation avec la terre sur la place centrale du quartier Villa Juana. L'objectif était d'abord d'occuper l'espace public, de se sentir connecté.e à la terre et de valoriser l'activité horticole, dans une dynamique de lien étroit avec la terre et de possibilité de subvenir à ses besoins quotidiens en nourriture. Il s'agit de rendre possible, dans un premier temps, l'autogestion d'aliments de base pour le cercle familial. Tout ceci s'intègre dans ce que l'on appelle chez nous l'Economie Sociale et Solidaire.



De fait, nous avons décidé de mettre en place pour ce groupe une organisation autogérée avec des outils d'émancipation de la femme en tant qu'entrepreneure sociale et animatrice de dynamiques collectives et sociales. Il s'agit également de proposer une économie et une forme d'agriculture qui soient responsables.

C'était pour nous un pari symbolique, qui a eu un impact sur le processus organisationnel de ces femmes et à un niveau plus subjectif : en travaillant la terre ensemble, elles ont pu faire le lien avec d'autres thématiques qui les animent et qui les interpellent en tant que femmes.

Via le pôle pédagogique d'Acción Educativa nous avons pu accompagner ce processus, auprès de l'organisation autogérée de femmes horticultrices Las Mariposas, mais également auprès d'autres groupes afin que ses participantes puissent avoir une meilleure connaissance de la production. Cela passe par l'organisation de marchés par exemple et en partageant connaissances et savoirs ancestraux autour du travail de la terre, notamment concernant la sauvegarde des graines paysannes, qui représente un combat porté par les femmes depuis l'écoféminisme en Argentine, et en Amérique du Sud plus largement.

## Radio communautaire Voces de la Costa:

Pour Acción Educativa, la communication communautaire est un axe transversal de ses actions et une stratégie permettant de valoriser les parcours et transformations subjectives des femmes que l'association accompagne. C'est dans ce cadre que les femmes horticultrices ont partagé leurs témoignages, réflexions et connaissances à travers différents formats radio.

Nous considérons la vision du monde du Bien Vivre comme l'axe principal des processus organisationnels de la communauté des femmes, nous avons notamment réalisé une série de rencontres sur le sujet avec la radio communautaire, dans le cadre desquelles les femmes partagent les savoirs ancestraux en lien avec la vision territoriale du monde et la nature.

C'est dans cette même dynamique que nous développons diverses actions qui se rejoignent, comme des rencontres communautaires sur plusieurs jours qui abordent les thématiques de la santé communautaire, l'éducation communautaire et l'accès à la santé par la phytothérapie (la médecine par les plantes), la culture et sauvegarde de graines paysannes, notamment celle du maïs qui a une représentation symbolique très forte pour les communautés d'Amérique du Sud.

La prise de parole en public a également renforcé l'émancipation de la femme au sein de la communauté et le partage de connaissance a également permis de renforcer les identités de chaque culture.

C'est pour cela que la communauté d'Arroyo Leyes a décidé d'embrasser l'éducation par le contact avec la terre et l'appropriation des savoirs ancestraux, pour lesquels la femme constitue un véritable soutien organisationnel mais également spirituel pour l'organisation des communautés. Elle a un rôle fondamental à partir duquel elle propose d'autres manières de restituer des droits qui ne sont pas hétéropatriarcaux.



vocesdelacostaFM98.5



## Luttes et revendications du mouvement étudiant au Chili



 **Antonia Rolland**

**Asamblea Coordinadora de Estudiantes Secundarios - ACES (Chili)**

La Asamblea Coordinadora de Estudiantes Secundarios (Assemblée Coordinatrice des Étudiants du Secondaire) est une organisation féministe, anti-patriarcale et anti-capitaliste. Nous considérons que le patriarcat est la base du capitalisme, par conséquent, si nous souhaitons mettre fin au patriarcat, il nous faut aussi mettre fin au capitalisme. En ce sens, le féminisme que nous pratiquons est communautaire.

Notre axe de travail principal est l'éducation au Chili. Nous avons élaboré une proposition d'éducation non-genrée en 10 points lors des manifestations féministes de mai 2018.

Cette période a marqué un temps fort de mobilisation de nombreuses femmes au sein de leurs institutions éducatives. Des sittings ont eu lieu dans plusieurs établissements et ont stoppé les cours en présentiel. Ces manifestations ont duré plusieurs mois afin que leurs revendications soient entendues.

Nous considérons que les processus sont changeants. Quand les tournants féministes de 2018 ont eu lieu, les luttes pour les diversités sexuelles et de genre ont été laissées de côté. Il est important de rappeler que le patriarcat ne concerne pas seulement les personnes qui naissent femmes et à qui ce genre a été attribué, mais toutes les personnes opprimées par ce système, et ses conséquences peuvent s'observer sur bien des aspects.

Etant donné que nous considérons le patriarcat comme le socle du capitalisme, l'idée de l'assignation de genre, la réduction du rôle de la femme à la reproduction et aux soins, correspond justement ce que soutient le capitalisme.

A l'ACES, nous essayons de faire tomber ces barrières en misant sur l'éducation non-genrée produite, élaborée et mise en place dans chacun des espaces éducatifs et par chacune des personnes qui y participe.

Par exemple il peut être nécessaire de mettre en place au sein d'un collège des ateliers liés au genre, des temps de sensibilisation ou des protocoles à suivre en cas de violences liées au genre.

Il est important de préciser que l'on a beaucoup travaillé sur ces protocoles, étant donné que l'on croit en la rééducation : nous avons-nous-mêmes été éduquées selon les principes du patriarcat et pour en finir avec ce concept, nous devons nous rééduquer. Personne ne naît expert, visionnaire ou parfaite combattante du féminisme, nous nous assumons en tant que personnes ayant hérité de pratiques patriarcales dont nous devons prendre conscience, que nous devons partager, sur lesquelles nous devons travailler, pour lesquelles nous devons nous responsabiliser en somme.



C'est pour cela que nous considérons que les institutions éducatives ont le pouvoir de décider comment ces processus vont se mettre en place au sein de leurs espaces. En ce sens, un des phénomènes les plus observés depuis le retour au présentiel, c'est l'augmentation des violences en général dans la société, ce que nous traduisons comme une réponse à une violence systémique qui existe et se reproduit au sein de nos espaces éducatifs.

Je parle de situations où les diversités sexuelles et de genre ne sont pas reconnues et que les rôles de genre, aussi bien pour les femmes que pour les hommes, sont perpétrés. Il s'agit également du fait que la gravité de ce sujet n'est pas reconnue alors que des situations de harcèlement et de violence ont lieu et du fait de couvrir aussi bien les personnes représentantes, les professeurs que les étudiants eux-mêmes qui commettent ces actes de violence.



Nous nous sommes retrouvés tous les jours face à des parents qui viennent à la rencontre d'élèves du collège car leurs fils est victime de harcèlement. Cela arrive car les espaces éducatifs ne prennent pas la responsabilité face à ces situations de violence, ils les perpétuent. On maintient dans ces espaces un état de violence qui est la base même du système dans lequel on vit.

L'éducation de marché au Chili joue un rôle important pour parler de la violence systémique envers les étudiants. Durant la pandémie, les étudiants se sont retrouvés laissés pour compte, sans accompagnement psychologique ni pédagogique et l'éducation a ainsi connu un passage à vide que l'on peut observer dès le primaire.

Pour vous donner un exemple, on peut dire aujourd'hui qu'il y a des élèves de primaire qui ont entre 9 et 10 ans et qui ne savent ni lire ni comprendre un texte. Les élèves n'ayant pas accès à un ordinateur, devaient en partager un avec leurs parents qui télétravaillaient ainsi que leurs frères et sœurs qui avaient également cours à distance. La situation de l'élève était telle qu'il/elle disposait de 40 min par jour pour réaliser tous ses devoirs, et ce dans un espace complètement réduit.

Il faut aussi regarder le fait que, en tout cas au Chili, le niveau d'entassement au sein des logements de la classe ouvrière est impressionnant. Autre donnée à ne pas sous-estimer : l'augmentation des saisies de terrain à hauteur de 300%.

Cette situation des logements durant la pandémie couplée au contexte économique a été un des facteurs qui a empêché le développement intégral des étudiants, déracinés de leur espace naturel que constituait le collège. Tout cela signifie quelque chose d'évident : aussi bien le gouvernement que les institutions éducatives se sont désintéressés de ces jeunes.

Après un temps, nous avons pu retourner à nos établissements scolaires respectifs, mais plus par nécessité des représentants que nous retournions travailler que parce les conditions optimales à l'enseignement étaient réunies. Avant la pandémie nous connaissions déjà une crise de notre éducation : s'il pleuvait, les salles de classe étaient inondées, les élèves s'entassaient dans les classes, la plupart du temps les élèves devaient aller chercher des chaises dans d'autres classes, parmi d'autres difficultés qu'ils peuvent rencontrer.

Après la pandémie, on nous a obligé.es à retourner à l'école, à ces mêmes établissements qui nous ont abandonnés depuis deux ans, dont les conditions d'apprentissage restent indignes et avec en plus tout le stress des règles de distanciation du COVID. L'irrégularité du présentiel rajoute de l'incertitude et de l'anxiété, dans un contexte où tout peut changer d'un jour à l'autre. Il n'y a donc pas eu de processus de transition des cours à distance aux cours en présentiel.



On nous fait retourner en classe avec tout ce que cela implique en termes interpersonnels, où tout le monde est affecté par ces deux années de pandémie. On parle seulement de ô combien les étudiants sont violents sans remettre en question aucun des éléments que j'ai développés plus haut, et qui constituent le vrai problème de fond : la violence structurelle dont personne ne parle.

En ce sens, les violences liées au genre au collègue n'ont pas augmenté, la violence est restée la même. Il y a des cas pour lesquels les procédures d'enquête sont toujours ouvertes depuis 2018. Par conséquent, certaines personnes doivent retourner en classe après la pandémie, auprès du même professeur qui les a agressées sexuellement. Mais ce n'est pas tout, il y a aussi des cas de persécution politique de la part des inspecteurs.

Une des choses les plus importantes que je souhaitais vous partager est que la violence des femmes a commencé à gagner en visibilité, et grâce à ça il y a une espèce de ferveur pour ce combat. Mais il est aussi important de rendre visibles toutes les violences du patriarcat et du capitalisme au sein de nos espaces éducatifs, parce que on ne souffre pas seulement nous en tant que femmes, mais toutes les diversités sexuelles et de genre aussi, quand on les reconnaît par leur nom social et qu'on les oblige à répondre tous les jours à ce nom qui les fait souffrir.

Les personnes de sexe masculin ont elles aussi une charge qui affecte leur développement intégral en tant que personne. Si en venant au monde on attribue à quelqu'un le genre masculin et que la personne se rend compte en grandissant qu'elle ressent les choses différemment, elle a le sentiment que sa vie ne lui appartient pas. Il est important d'accorder également de la visibilité à ce type de violence.

Toutes ces oppressions affectent le développement global de chaque étudiant.e et nous ne pouvons commettre l'erreur de hiérarchiser les formes d'oppression ou de penser que l'une est plus importante que l'une autre.

Asamblea Coordinadora De Estudiantes Secundarios Chile



*Merci à toutes et tous pour votre participation à cette table ronde, qui a permis de renforcer les liens entre les organisations de la région Mercosur et en France. Nous continuons de miser sur la construction collective d'un monde plus juste et plus égalitaire.*



 [www.mercosursocialsolidario.org](http://www.mercosursocialsolidario.org)  @MercosurSocial

 Plataforma Mercosur Social y Solidario  @MercosurSocial